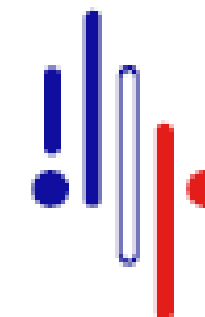




**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Agence de  
l'Innovation pour  
les Transports**

# **Article 109 Loi Climat & Résilience**

Concilier amélioration des politiques publiques  
de mobilité et protection de la vie privée



# Contexte du projet

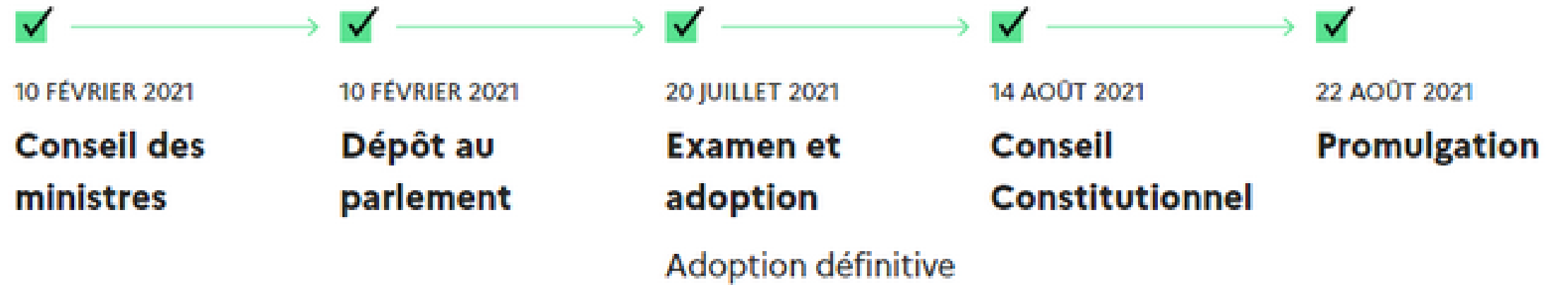
# Génèse Loi Climat & Résilience

15 janvier 2019 "Grand  
Débat National" dont  
thématique "**transition  
écologique**"

Avril 2019 Création du  
Conseil de Défense  
Ecologique et de la  
Convention citoyenne  
pour le climat (CCC)

Octobre 2019 la CCC se réunit  
avec 15 citoyens tirés au sort.  
Objectif: créer des proposition  
permettant de réduire de 40%  
les GES d'ici 2030.

146 propositions de la  
CCC forment la "loi  
Climat et Résilience"



# Objectifs de l'article 109 LCR

## Constat

1. Enquêtes ménage limitées et couteuses
2. Absence d'encadrement du partage de ces données

Or ces données sont **essentiels pour obtenir une connaissance plus précise des mobilités** et promouvoir des alternatives pertinentes à l'usage exclusif du véhicule individuel

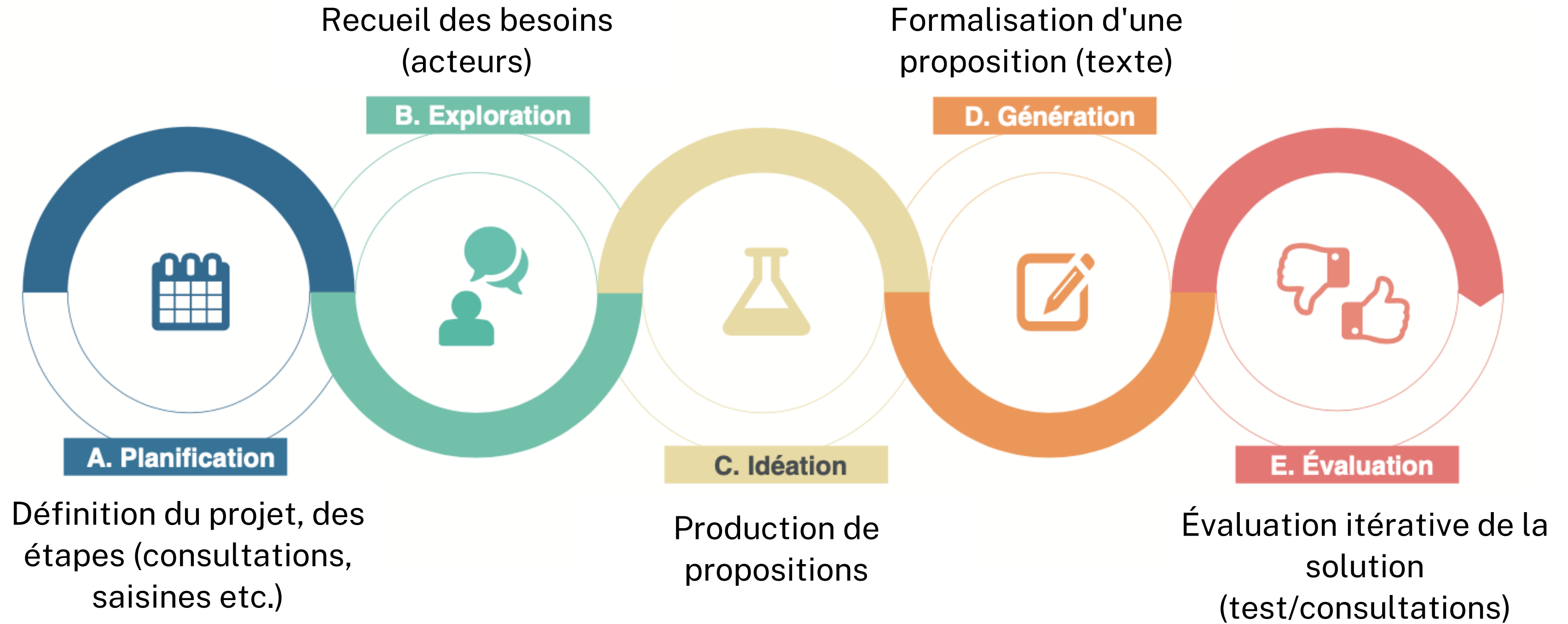
## Objectifs

- Créer un **levier juridique** permettant aux AOM d'accéder à des données déjà collectées par les Services d'Aide à la Navigation.
- Dans le respect de la vie privée des personnes



**Evolution du  
projet et  
méthodologie**

# Méthodologie de travail



# Étapes du projet de décret

2021- 2022

Première proposition  
de texte

Consultations des  
acteurs :

- AOM
- SAAD
- CNIL
- DAJ

Identification des  
problématiques  
juridiques/techniques

2023

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

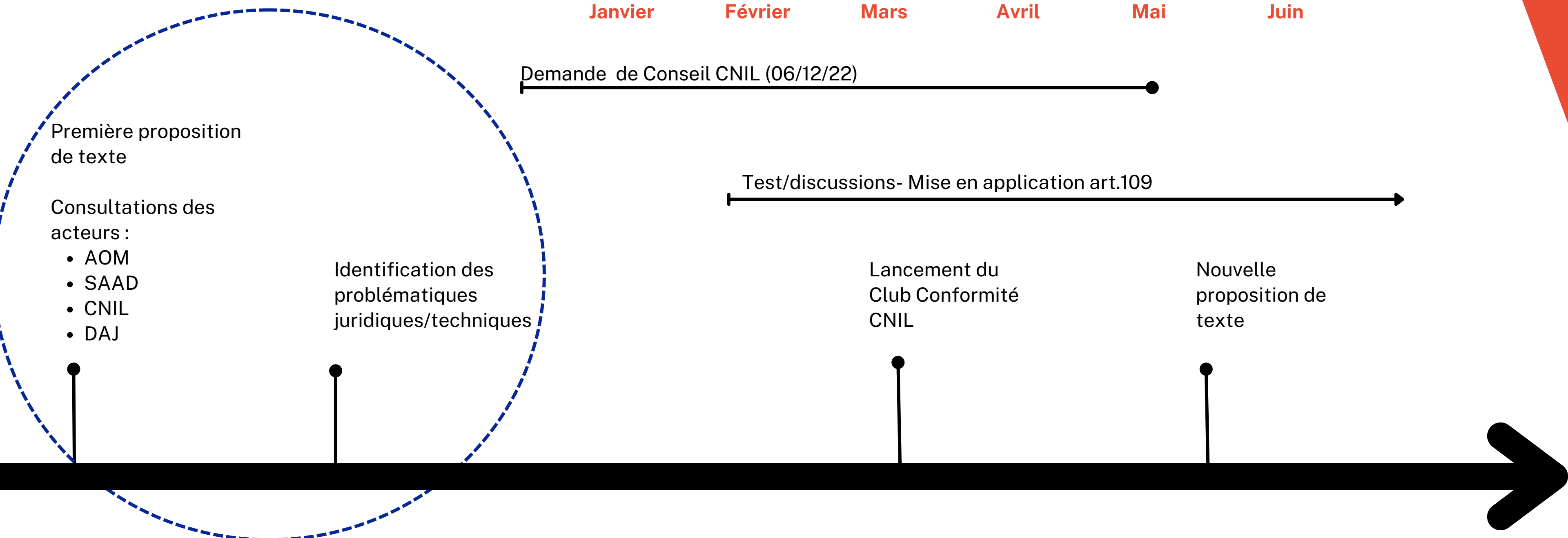
Juin

Demande de Conseil CNIL (06/12/22)

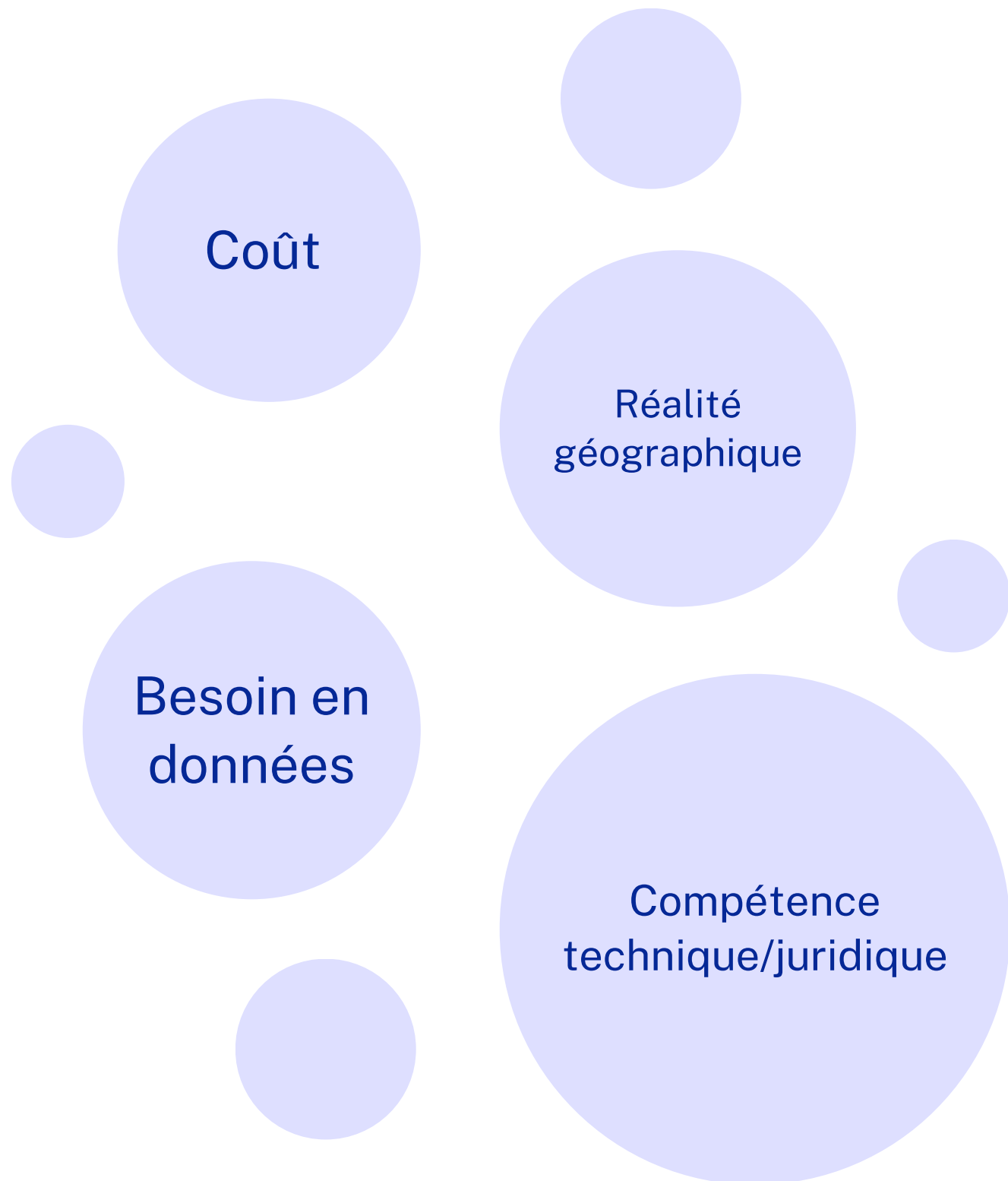
Test/discussions- Mise en application art.109

Lancement du  
Club Conformité  
CNIL

Nouvelle  
proposition de  
texte



# Problématiques générales du projet de décret



**Problème:**  
Harmoniser dans un décret les besoins et contraintes de l'ensemble des acteurs de la mobilité

**Propositions de solutions:**  
Contrat entre SAAD et AOM (flexibilité)

Décret précise les éléments communs (sécurité)



# Problématiques juridiques et techniques

## Consentement e-privacy et RGPD

Article 82 LIL transpose directive e-privacy et lignes directrices CNIL

=> Consentement libre, spécifique, éclairé et univoque requis, données personnelles ou non.

=> Incidence sur le taux de données

=> Absence de voie d'exclusion et Directive e-privacy en discussion



## Anonymisation des données

### Choix d'une anonymisation en amont de transmission

- Permet un équilibre entre vie privée et besoin de connaissance de la mobilité / limiter risques
- Diminution des contraintes juridiques (données anonymisées = pas d'application du RGPD)

### Choix des mesures d'anonymisation

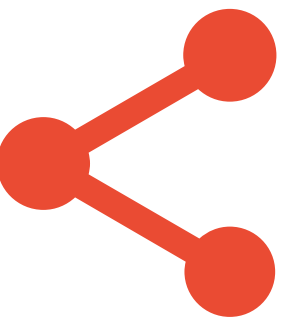
- Proposition de mesures de dégradations temporelles/spatiales
- Difficulté d'anonymisation des données de localisation



## Inclusion d'un Tiers de Confiance

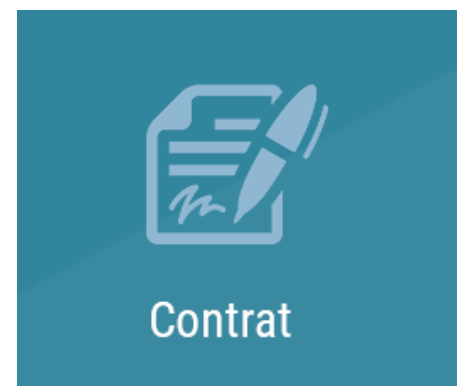
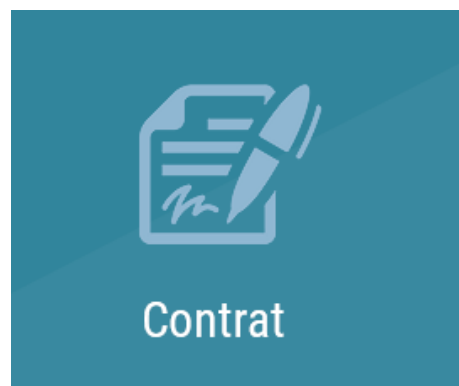
### "Service d'intermédiation de données" DGA, 2023

- Renforce la confiance dans le partage des données
- Industrialisation du processus de partage
- Paliatif aux problématiques de compétences techniques internes



# Grands principes du RGPD

La base légale d'un traitement est ce qui autorise légalement sa mise en œuvre



# Étapes du projet de décret

2021- 2022

2023

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Demande de Conseil CNIL (06/12/22)

Première proposition  
de texte

Consultations des  
acteurs :

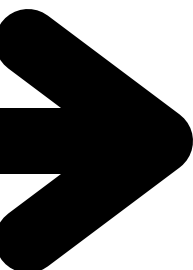
- AOM
- SAAD
- CNIL
- DAJ

Identification des  
problématiques  
juridiques/techniques

Test/discussions- Mise en application art.109

Lancement du  
Club Conformité  
CNIL

Nouvelle  
proposition de  
texte



# Étapes en cours



**Réponse de la CNIL**

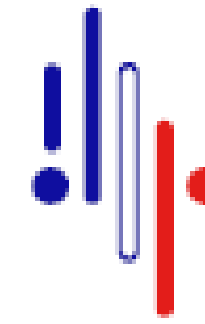


**Concertations**



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Agence de  
l'Innovation pour  
les Transports**

**Merci !**